

E 2300 Vatikanstadt/2

*Le Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger,
au Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz*

RP Très confidentiel
Saint-Siège

Rome, 15 octobre 1941

Le hasard a voulu que j'ai été reçu par le Cardinal Secrétaire d'Etat, son Eminence Maglione, le lendemain de mon audience chez M. Mussolini¹. On ne peut guère concevoir de contraste plus grand entre les Premiers Ministres des

1. *A cette occasion, le Ministre Ruegger a remis au Chef du Gouvernement italien une réplique du buste de Marc-Aurèle retrouvé à Avenches, offerte par le Conseil d'Etat vaudois. Cf. RP du 14 octobre (E 2300 Rom/41 et E 2001 (D) 2/31).*



deux grandes Puissances ayant leur centre aux bords du Tibre. Un point de contact, et qui nous intéresse de près, existe cependant entre ces deux hommes d'Etat dans leurs connaissances de notre pays. Le Cardinal Maglione m'a posé immédiatement et rapidement des questions au sujet de nos difficultés économiques actuelles avec la Grande-Bretagne². Il s'en est montré préoccupé, tout en exprimant le vif espoir que, dans l'intérêt de la vie matérielle de notre pays, les obstacles actuels pourraient être surmontés. Je vous signale ce fait parce que le Saint-Siège – qui, comme l'avait dit autrefois le Cardinal lui-même, est dans les meilleurs rapports avec le Gouvernement de Londres – peut dire des mots d'apaisement en notre faveur. J'ai toute raison d'admettre que cela a déjà été le cas lors des incidents assez préoccupants de l'année dernière, causés par les survols de notre territoire par la RAF. Des paroles que m'avait dites à l'époque le Ministre de Grande-Bretagne près le Saint-Siège – que je n'ai vu d'ailleurs depuis longtemps, en tenant compte, entre autres, de la surveillance exercée par l'Italie, à l'accès du Vatican, et les interprétations exagérées qu'on est enclin, dans la Rome fasciste, à donner aux contacts les plus naturels – ont nettement confirmé à l'époque cette impression. D'autre part, vous savez que lorsque nous avons passé par des périodes plutôt critiques de nos rapports avec l'Italie, le Cardinal Secrétaire d'Etat n'a pas hésité de convoquer l'Ambassadeur d'Italie pour lui faire des exhortations. La situation actuelle vis-à-vis de l'Angleterre est bien différente, mais je n'exclus pas, si tel était le désir du Département³, que le Cardinal Maglione pourrait, lors d'une conversation générale avec le Ministre d'Angleterre, demander à Londres que l'on tienne compte de la situation extrêmement difficile dans laquelle nous nous trouvons dans nos efforts de maintenir intact l'héritage national suisse et du fait que, tout en observant la neutralité la plus complète envers tous, la situation géographique elle-même veut qu'un pays, sans accès à la mer comme la Suisse, entretienne des rapports plus intenses avec ses trois voisins – mais avec une parité complète, si l'on considère l'espace de quelques années.

Je ne pourrais guère revoir le Cardinal avant une quinzaine de jours, mais, si tel était votre désir, je pourrais amplifier, lors de ma prochaine visite, les quelques indications préliminaires données hier.

Le Chef de la diplomatie pontificale s'est aussi enquis, au cours de notre entretien, de nos rapports actuels avec nos voisins, et en particulier avec l'Italie. Je lui ai fait part de mon impression quant à l'amélioration de l'atmosphère dans divers domaines, à la suite des petits orages de printemps et d'été. A propos de nos rapports avec nos voisins, le Cardinal a fait la réflexion éminemment juste qu'il était au fond extraordinaire qu'un petit pays tranquille et travailleur, qui n'aspire qu'à vivre en paix, dût considérer comme un bonheur si on ne lui causait pas trop d'ennuis du dehors... Quant aux rumeurs de tentatives de paix qui circulent avec une persistance de plus en plus grande dans divers milieux romains, je n'ai pas eu l'occasion d'en parler cette fois avec le Cardinal. D'ailleurs, sur ce chapitre, la diplomatie du Vatican est extrêmement pru-

2. Cf. *table méthodique*: 2.10.1. Négociations économiques et financières à Londres.

3. *Pilet-Golaz a noté dans la marge*: Encore trop tôt. Cf. aussi l'annexe au présent document.

15 OCTOBRE 1941

343

dente. Le Cardinal s'est seulement enquis si dans les milieux diplomatiques près le Quirinal on prévoyait davantage d'obstacles à la préparation éventuelle de pourparlers auprès de l'Allemagne, de l'Angleterre ou des Etats-Unis. Et il a laissé entendre que le Vatican suivait particulièrement en ce moment l'opinion manifestée aux Etats-Unis.

En passant, je voudrais, du reste, relever que le Vatican a été, durant les dernières semaines, absolument hermétique au sujet de ses conversations avec M. Myron Taylor, l'Ambassadeur extraordinaire du Président Roosevelt, rentré maintenant aux Etats-Unis. L'Ambassadeur du Portugal près le Saint-Siège, par exemple, qui était allé s'enquérir auprès d'un haut prélat – il ne s'agissait pas du chef de la diplomatie vaticane – du contenu de ces pourparlers, s'est vu répondre simplement «qu'il fallait prier que les peuples seraient un jour éclairés et se réconcilieraient» – réponse qui n'a évidemment pas donné matière à une dépêche trop précise. Du côté américain, cependant, où on s'était peut-être fait des illusions sur la possibilité pour le Souverain Pontife de s'écarter, même légèrement, de la condamnation doctrinale absolue du bolchevisme, on n'a pas caché, après le départ de M. Taylor, une certaine déception. J'ai observé en particulier un geste dans ce sens de la part de l'Ambassadeur Phillips. Les milieux américains peuvent cependant se consoler à la pensée que d'autres formes de totalitarisme intégral n'ont, avec des nuances diverses, pas été moins réprochées par l'Eglise catholique⁴.

ANNEXE

E 2200 Rom 24/7

*Le Chef du Département politique, M. Pilet-Golaz,
au Ministre de Suisse à Rome, P. Ruegger*

L

Berne, 22 octobre 1941

Merci de votre rapport du 15 crt⁵ qui m'a fort intéressé. Je sais combien le Saint-Siège se préoccupe paternellement de notre pays et s'emploie à le protéger, quand il peut et comme il peut, dans la tempête. J'en suis très reconnaissant et, si vous le jugez utile, je vous autorise à faire part, lorsque l'occasion vous paraîtra opportune, au Cardinal Secrétaire d'Etat de ma gratitude.

Quant à nos rapports avec l'Angleterre⁶, leurs difficultés actuelles n'exigent cependant pas – peut-être pas encore, devrais-je écrire – une intervention amicale suggérée. J'ai l'espoir que, dans la mesure où les circonstances le permettront, toute détente n'est pas impossible. Ou je me trompe fort ou la politique générale renforcée du blocus explique l'aggravation qui s'est produite depuis l'été, non pas la nature de nos rapports politiques ou de notre attitude envers la Grande-Bretagne. Nous devons faire comprendre à Londres que nous avons toujours entretenu des échanges nombreux avec notre voisin du Nord, qu'ils sont pour nous vitaux – dans la situation actuelle surtout où nous sommes presque coupés du monde extra-européen – qu'il est inévitable que nous livrions à l'Allemagne, ce qui la renforce, pour qu'elle nous livre elle-même, ce qui l'affaiblit, qu'ainsi

4. Pour la lettre de réponse de Pilet-Golaz, cf. l'annexe au présent document.

5. Cf. document principal ci-dessus.

6. Cf. note 2 ci-dessus.

l'équilibre en définitive s'établit; que si nous donnons nous recevons dans une proportion quasi égale; surtout que la possibilité de faire travailler nos gens est non seulement une nécessité absolue d'ordre intérieur mais une condition sine qua non de notre résistance matérielle et morale. Un chômage étendu nous coûterait, en francs, davantage, menacerait notre cohésion nationale, ouvrirait la porte aux aventures politiques et rendrait précaire notre défense militaire.

Le précédent attaché commercial⁷ l'avait compris. L'actuel⁸, tout fraîchement endoctriné par le ministère du blocus, moins; mais plus il connaîtra notre pays, plus réceptif il sera.

T.⁹ va sans doute venir bientôt pour une quinzaine. Nous discuterons à fond de la situation avec lui. Je prierai M. Bonna de vous mettre au courant du résultat de cette consultation, si je ne puis le faire moi-même. Car, même s'il ne convient pas, d'urgence, d'agir par tiers dévoués, je tiens beaucoup à ce que vous soyez renseigné aussi complètement que possible. Dans de très nombreuses conversations vous pourrez planter des jalons qui marqueront la route, si nous devons nous y engager.

J'ai regretté que vous n'alliez pas à la séance du CIS¹⁰, ne serait-ce que pour vous arrêter à Berne en passant. Mais je comprends vos raisons et votre désir de prendre quelque repos. Je souhaite que votre brève cure automnale vous fasse du bien: les nerfs, par les temps que nous vivons, ont besoin souvent de détente; ils n'en demeurent que plus forts.

7. *M. Setchell.*

8. *J.G. Lomax.*

9. *Le Ministre Thurnheer.*

10. *Il s'agit de la session du Centre International de Sylviculture prévue à Baden-Baden du 21 au 25 octobre 1941. A la suite d'une décision du Conseil fédéral du 5 mai 1939, la Suisse adhère à ce Centre, créé dans le cadre de l'Institut international d'Agriculture, cf. E 2001 (D) 3/492. Ruegger avait participé à la session d'octobre 1940 du C.I.S. à Budapest: La session n'était pas sans intérêt, ouvrant des perspectives utiles sur les méthodes «nouvelles» de coopération qui, du point de vue technique, ressemblent cependant beaucoup à celles de la S.d.N. Il y a eu, à un moment donné, passablement de tiraillements entre Berlin et Rome au sujet des compétences respectives de l'Institut de Rome et de sa création récente, le Centre de Berlin, création due, en particulier, à l'initiative du Maréchal Goering et qui fournit un bon travail technique, d'ailleurs avec la collaboration de la Suisse. Les divergences ont, toutefois, été aplanies dans la suite (E 2400 Rom/12, rapport du 30 juin 1941, p. 46). Cf. aussi les lettres de Ruegger des 11 et 16 octobre 1941, E 2001 (D) 3/492.*